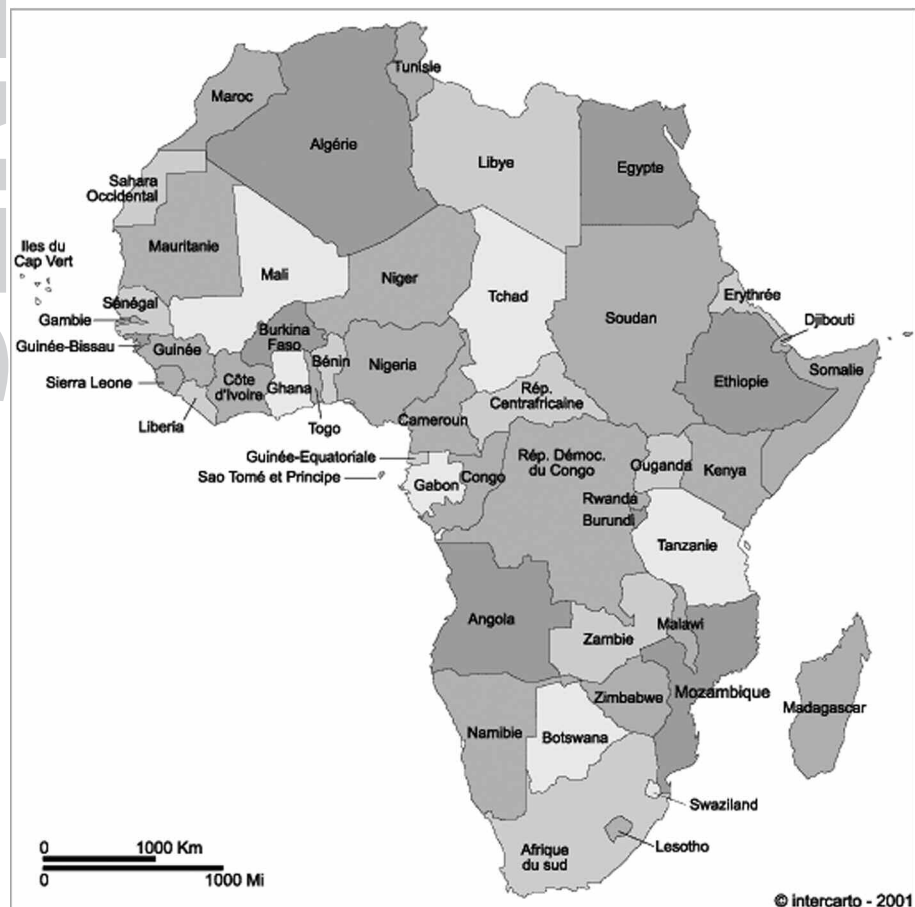


SOMMAIRE

	Pages
DOSSIER SENEGAL	
Introduction sur l'Afrique	p. 5
Eclairages sur le Sénégal	
Quelques repères	p. 10
Une brève histoire du Sénégal	p. 11
Entristes et transhumants	p. 16
La crise alimentaire	p. 18
Interview d'un ancien pêcheur	p. 23
Le système de santé	p. 24
La recolonisation des télécoms	p. 27
Les partis politiques	
Le phénomène Wade	p. 31
Les partis anciennement pro-soviétiques	p. 35
Le RND	p. 42
Grandeur et décadence d'AJ/PADS	p. 43
Les organisations syndicales	
Une brève histoire du syndicalisme	p. 50
La CNTS à l'époque de Madia Diop	p. 58
La saga du syndicalisme enseignant	p. 60
Retour sur la montée du syndicalisme autonome	p. 67
Le mouvement syndical aujourd'hui	
Problèmes actuels du syndicalisme sénégalais	p. 71
La CNTS depuis l'alternance de 2000	p. 74
Portrait d'Ibrahima Konté	p. 76
La paralysie de l'UNSAS	p. 78
La CSA aujourd'hui	p. 79
AMERIQUE LATINE	
Eléments sur le syndicalisme argentin	p. 91
Argentine : fabriquer sans patron	p. 94
Mexique : coup de force contre le secteur électrique	p. 99

Tous ces articles, ainsi que ceux des anciens numéros, sont disponibles en ligne à la rubrique "International" sur www.solidaires.org



A la mémoire de Cherif Younouss Dianté, syndicaliste sénégalais des télécommunications, décédé en mars 2009

Ce numéro, qui comporte également des articles sur l'Argentine et le Mexique, est essentiellement consacré au Sénégal. Depuis une dizaine d'années, plusieurs structures de Solidaires sont en effet en relation avec des syndicats de ce pays, notamment dans les secteurs des télécommunications, du rail et des transports aériens. Il nous a semblé nécessaire de rassembler dans notre revue divers éléments recueillis au fil du temps sur la situation dans ce pays.

Petite chronologie des principaux échanges de Solidaires avec des syndicats sénégalais

1999 : Une camarade de Sud-Ptt établit le contact avec les syndicats de la poste et des télécoms, ainsi qu'avec la confédération CSA.

Sud-Ptt soutient l'action des syndicats sénégalais des télécoms, ce qui contribue à la satisfaction de leurs revendications (voir la note en fin de texte).

2001 : Implication de plusieurs structures de Solidaires dans une session de formation syndicale à Dakar, participation de l'intersyndicale sénégalaise des télécoms à un colloque organisé par Sud-Ptt sur la libéralisation et les privatisations.

2003 : Rencontre internationale de femmes travailleuses à Dakar, rencontres entre Sud-rail et plusieurs syndicats de cheminots africains, participation d'un syndicaliste sénégalais des télécoms à un séminaire au Forum social européen de Paris.

2004 : Invitation au Sénégal de deux membres du secteur télécoms de Sud-Ptt.

2006 : Invitation de Sud-Ptt au Congrès du Syts, rencontre entre le syndicat sénégalais des transports aériens (Suttaaas) et Sud-aérien. Nouvelles rencontres de cheminots africains et de Sud-rail.

2007 : Participation du Suttaaas à une formation organisée par Solidaires. Rencontre au Sénégal entre Sud-rail et plusieurs syndicats cheminots africains.

2008 : Participation du Suttaaas à une formation organisée par Solidaires ainsi qu'au congrès de Solidaires.

2009 : Rencontre au Sénégal entre Sud-rail et plusieurs syndicats cheminots africains, ainsi que de syndicalistes femmes, participation de militants du Suttaaas au stage de formation de Solidaires.

Il est souvent difficile pour des syndicalistes français de comprendre la réalité du syndicalisme sénégalais, marqué notamment par le foisonnement déroutant de sigles d'organisations. Une des ambitions de ce dossier est de tenter d'y voir plus clair afin de rendre ces échanges plus fructueux. Cela devrait également faciliter les échanges avec les originaires du Sénégal habitant en France, avec ou sans papiers.

Écrit en collaboration avec nos partenaires sénégalais à partir de propos recueillis par Alain Baron, ce dossier fournit également une série de pistes de lecture à celles et ceux qui voudraient approfondir.

Il nous a semblé nécessaire de commencer par donner un minimum d'éléments sur l'histoire de l'Afrique et du Sénégal. Viennent ensuite des contributions sur la crise alimentaire actuelle, la crise de la pêche, l'émigration, le système de santé et la recolonisation des télécoms.

L'histoire du syndicalisme sénégalais étant très liée à celle des partis politiques, nous avons tenté de retracer les trajectoires parallèles des principales centrales syndicales et de quelques partis. Le dossier se termine par un panorama du syndicalisme sénégalais aujourd'hui.

L'action de soutien des syndicalistes français des télécoms est retracée dans le n°1 de la revue internationale de Solidaires disponible à la rubrique "International" de www.solidaires.org, ou directement aux adresses suivantes :

http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/mondialisation/article_baron1.html

http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/senegal/article_baron3.html



Source de la photo : BIT

INTRODUCTION

Régulièrement, des Africains meurent en mer pour avoir tenté de gagner l'Europe à bord de simples pirogues. Une partie de ceux qui arrivent vivants en Europe sont ensuite expulsés puis à nouveau candidats au départ.

Si des êtres humains affrontent de telles épreuves, c'est parce qu'ils estiment que le seul autre choix qui leur est laissé est celui de mourir à petit feu en restant au pays. La survie d'un grand nombre de familles africaines dépend en effet de l'argent que leur font parvenir celles et ceux ayant réussi la traversée et qui travaillent, avec ou sans papiers, dans les pays développés.

La crise économique actuelle ne peut que renforcer de tels drames. Et cela d'autant plus si les pays développés en profitent pour fermer encore plus leurs frontières. Ce qui suit provient d'un entretien réalisé en 2007 avec Bayla Sow, le secrétaire général du SUTTAAS, le syndicat sénégalais du secteur aérien.

Une longue histoire de domination

L'Afrique n'a pas toujours été une des parties les plus déshéritées du monde. Avant la période de la traite négrière, de très grandes civilisations y ont existé. Un des exemples les plus importants est celui du royaume du Mali avec une grande ville comme Tombouctou considérée comme faisant partie du patrimoine mondial de l'humanité.

Est venue ensuite la traite négrière. L'Afrique de l'Ouest est la partie du continent qui a payé le plus lourd tribut à la traite, avec notamment les ports de Ouidah (Bénin), et Gorée (Sénégal). La traite a constitué une étape importante dans le pillage des ressources humaines de l'Afrique. En effet, ceux qui étaient envoyés en Amérique, n'étaient pas les vieillards, mais les forces vives masculines et féminines, envoyées pour servir de main d'œuvre agricole en Amérique du Nord et en Amérique Latine.

Une troisième période s'est ouverte avec la colonisation. On a alors assisté au pillage des ressources agricoles et minières de l'Afrique, principalement sous l'égide de la France, de la Grande-Bretagne, du Portugal, de l'Espagne et, pour un temps, de l'Allemagne et de l'Italie. Beaucoup de luttes syndicales et politiques se sont déroulées en Afrique. Mais du fait que ce continent y a été dominé par des forces extérieures venues l'envahir, la lutte des classes est passée au second plan.

Une quatrième période a débuté avec l'accession à l'indépendance, ou plutôt une pseudo indépendance. On a alors assisté à une nouvelle forme de pillage des ressources de l'Afrique que l'on appelle le néocolonialisme. Cette nouvelle forme de domination des pays africains par les anciens pays colonisateurs a connu trois phases :

— Il y a eu au départ une forte présence de l'assistance technique à tous les niveaux : juridique, politique, économique et même scolaire.

En 1973-1974, se souvient Bayla Sow, lorsque j'étais au lycée, il n'y avait en tout que deux professeurs africains. C'est pendant cette période que l'on a essayé de développer ce qu'on a appelé « les industries de substitution.

- Sont ensuite arrivées plusieurs années de sécheresse et une crise de ces industries. De grands travaux ont alors été lancés, marqués par la folie des grandeurs, ce qu'on a appelé « les éléphants blancs ». C'était en effet la période de la crise pétrolière, et les détenteurs de pétrodollars cherchaient à recycler leur argent en Afrique parce que c'était la partie du monde la plus fragile. Résultat, la corruption s'est développée, et l'Afrique s'est fortement endettée.
- A partir du début des années 1980, est venue la crise de la dette : l'Afrique, notamment sa partie Ouest, ne pouvait plus rembourser. Ces pays ont alors été mis sous la tutelle des institutions financières internationales, avec les Plans d'ajustement structurel (PAS). La crise de la dette est une autre forme de domination. En effet, les transferts de l'Afrique vers les pays du Nord sont devenus plus importants que les transferts des pays du Nord vers l'Afrique. Ces PAS étaient imposés aux peuples d'Afrique. Le mouvement syndical, le mouvement social, se sont battus contre ces PAS. Nous avons été soutenus en Europe par des forces politiques de gauche et de la société civile.
- Dans les années 1990 tout le monde a dû reconnaître que les PAS avaient lamentablement échoué. Ils n'avaient pas réduit la pauvreté, mais l'avaient au contraire accrue. Ces plans ont alors été appliqués sous une autre forme avec les « Programmes de réduction de la pauvreté », avec dans chaque pays ce qui est appelé le « Document stratégique de réduction de la pauvreté ». Il s'agit d'une nouvelle forme de domination.

Les luttes politiques

Mis à part la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, les pays d'Afrique de l'Ouest ont accédé à l'indépendance autour de 1960 sans conflit armé. Il y a eu tout d'abord la lutte pour la libération nationale, qui a constitué le fondement d'une coalition des élites et des masses laborieuses africaines pour combattre la colonisation.

Malheureusement au sein de cette coalition, dans certains pays, des forces se sont arrangées avec le pays colonisateur pour obtenir ce qu'on a appelé « l'indépendance octroyée ». Lorsque De Gaulle est venu la présenter en Afrique, un seul pays, la Guinée de Sekou Touré, a dit non. Et dès le lendemain, les colonialistes français ont dévasté le pays et sont rentrés chez eux.

Partout ailleurs, « l'indépendance octroyée » s'est mise en place avec un drapeau, un hymne national et un Président pour remplacer le Gouverneur. Mais il n'y a pas eu de changement notable au niveau économique, parce que les mêmes relais de domination ont continué à exister. Cela a influencé l'état des forces sociales et politiques : au nom de la construction nationale, les classes dominantes africaines ont alors fait avaler aux populations qu'une certaine unité et une certaine stabilité étaient nécessaires pour pouvoir développer nos pays. Ils craignaient les mobilisations. Etant

pour nombre d'entre eux d'anciens responsables syndicaux, les premiers dirigeants africains ont utilisé leur expérience syndicale pour mettre en place ce qui a été appelé au Sénégal « la participation responsable ». Au nom de la construction nationale, les luttes sociales ont été mises entre parenthèses.

Dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, ont vu le jour des régimes de parti unique. Au Sénégal, par exemple, le multipartisme n'a pas existé longtemps. En 1962, Mamadou Dia, le premier Président du Conseil du Sénégal, a été mis en prison avec l'appui du gouvernement français. En 1966, le parti du Président Senghor est devenu le seul parti autorisé. Parallèlement la volonté de mettre en place une centrale syndicale unique a vu le jour. Dans la plupart des pays, il était le plus souvent impossible ou très difficile de se syndiquer ailleurs qu'à la centrale officielle.

À la fin des années 1980, avec la chute du mur de Berlin, un vent de démocratisation s'est mis à souffler dans le monde. Dans de nombreux pays d'Afrique, des forces politiques et syndicales se sont levées pour le tropicaliser et en finir avec les dictatures. L'exemple le plus patent est celui du Mali : le régime dictatorial de Moussa Traoré a été balayé du jour au lendemain par une grande révolte populaire qui a fait beaucoup de morts. Dans d'autres pays, comme au Bénin et au Togo, les dictateurs ont été chassés par des « conférences nationales ». Malheureusement au Togo, Eyadema a été maintenu au pouvoir par les tenants de la Françafrique, comme Mitterand et Chirac.

On a donc eu un début de processus de démocratisation qui a donné des résultats mitigés.

Aujourd'hui, il y a des généraux qui étaient arrivés au pouvoir par des coups d'Etat et qui se sont ensuite maintenus « démocratiquement » grâce à des scores staliens : ils avaient en effet verrouillé tout le système démocratique avec l'appui de forces extérieures néocoloniales.

La situation sociale

Toutes les politiques menées depuis le début des indépendances ont lamentablement échoué. Cela a généré une extrême pauvreté. Beaucoup de militants occidentaux se sentent très mal à l'aise face à la mendicité existant dans nos pays. Mais celle-ci est une conséquence de l'extrême pauvreté : les gens ne mendient pas par plaisir, mais parce qu'ils n'ont pas de boulot, parce que les pensions de retraites sont minimales. Et aujourd'hui, des retraités n'ont que cela pour nourrir leur famille parce que leurs enfants ne trouvent pas de travail. Ma mère, explique Bayla Sow, touche par exemple une pension de veuvage de 17 000 francs CFA par trimestre, soit même pas 25 euros. Parfois je lui dis, « maman, pourquoi te fatigues-tu à te déplacer à l'autre bout de Dakar pour toucher une somme aussi dérisoire, tu as des enfants qui travaillent ». Elle me répond « c'est par lien affectif envers ton père ». Mais d'autres familles sont obligées de vivre avec cela, parce que les enfants n'arrivent plus à trouver de travail. Ce sont ces gens-là qui développent à

travers leurs enfants ou à travers eux-mêmes le réflexe de la mendicité. Il y a aujourd'hui en Afrique une extrême pauvreté, un très fort taux de chômage, surtout au niveau de la jeunesse, avec des déséquilibres ethniques et religieux très profonds. Les conflits armés en Afrique se fournissent en main d'œuvre parmi la jeunesse désœuvrée. Dans des pays comme le Libéria, le Sierra Leone ou la Côte d'Ivoire, on trouve des enfants de 13 ou 14 ans, ou même 10 ans, qui portent des armes. Ils sont habitués à tuer et ils le disent.

Des luttes ont lieu contre la mal-gouvernance, la corruption et la vie chère. Mais elles se limitent à des objectifs professionnels ou économiques. En effet, il n'existe pas de partis politiques pouvant prolonger ces luttes par des projets de rénovation sociale, de révolution sociale.

Les conséquences de cette situation

L'insécurité est grandissante avec la prolifération des armes et le développement de mafias. A Dakar, des saisies record de cocaïne ont eu lieu parce que la mafia latino-américaine a trouvé en Afrique de l'Ouest une voie de passage pour alimenter l'Amérique du Nord et l'Europe. Certains articles de presse ont accusé des éléments du régime d'y être impliqués.

Il y a aussi le développement de l'extrémisme religieux : la misère facilite l'entrée d'Al-Quaïda.

Une autre conséquence est le développement d'une immigration clandestine vers l'Europe au départ de l'Afrique de l'Ouest, qui facilite la création de mafias. Dans le secteur aérien on a même vu des gens se cacher sous les trains d'atterrissage. Ils ne comprenaient malheureusement pas qu'ils n'avaient aucune chance de survie à moins 50 ou moins 70 degrés. Mais gagnés par la pauvreté et par le désespoir, ils ne voyaient que cette solution pour s'en sortir. Ils connaissaient dans leur entourage un jeune, désœuvré comme eux, et qui avait réussi à émigrer. Celui-ci avait eu un petit travail d'intérimaire mal payé, mais il avait pu commencer à nourrir correctement sa famille et construire une maison. Tout cela avait créé une tentation.